

Évreux, le 10 octobre 2023

Madame la Présidente,

Le début de l'été a été marqué par de nombreuses difficultés rencontrées par les agent.e.s de la DGFIP. Tout d'abord nationalement, avec le fiasco de la campagne Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI) couplée à la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu.

Le manque d'ergonomie de l'outil informatique, ou encore les nombreuses informations immobilières erronées reprises dans l'applicatif, ont poussé de nombreux et nombreuses usager.e.s dans les locaux des Finances Publiques. L'absence d'une déclaration papier et le choix assumé d'une procédure totalement dématérialisée, ont provoqué incompréhension, et parfois agressivité de la part des contribuables. Ainsi à ce jour, 80 % des propriétaires ont rempli leurs obligations déclaratives et rectificatives dans cet applicatif.

La mise en place d'un outil informatique non abouti, conjuguée à la suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales, voulue par le gouvernement, vont amener nombre de difficultés en fin d'année. En effet, en cas de non-dépôt, ou d'erreur dans leur déclaration, les contribuables pourraient voir leur bien ou une partie de leurs biens soumis à la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires.

Il en résulterait une contrainte pour les usager.e.s d'effectuer des réclamations contentieuses pour être rétabli.e.s dans leur droit et une charge de travail supplémentaire pour les agent.e.s de la DGFIP, confronté.e.s aux incessantes suppressions d'emplois et aux multiples bugs informatiques. Pour mémoire, rappelons qu'au niveau national 25 % des emplois ont été supprimés depuis 2015 dans les Services des Impôts des Particuliers (SIP), plus d'un tiers dans notre département.

La DGFIP est restée sourde aux nombreux et réitérés messages d'alerte de Solidaires Finances Publiques, préférant afficher un optimisme béat en totale rupture avec la réalité. Malgré les dénégations de la Direction Générale, Solidaires Finances Publiques maintient que cette campagne GMBI est caractéristique de toutes les erreurs et errances dont est capable l'administration : communication faite à l'économie, à la fois inadaptée et contre-productive, applications GESTODL et GMBI non finalisées, refus de toute écoute des agent.e.s et des représentant.e.s du personnel, croyance en un dogme techno-solutionniste forcément salvateur... Solidaires Finances Publiques dénonce cette vision dogmatique du tout numérique qui conduit les administrations à délaisser les usager.e.s du service public, met en difficulté les personnels, et affaiblit la qualité de notre service public.

Ensuite, notre département a été confronté à des dégradations suite au mouvement de colère qui s'est exprimé dans notre pays depuis que le jeune Nahel a été

tué. Si Solidaires Finances Publiques entend les raisons de cette colère, ces dégradations visant entre autres des services publics dont ceux de la DGFIP ne sont pas acceptables. À ce titre, la protection des personnels doit être une priorité. Il n'est pas nouveau que nos sites soient la cible des colères, étant les symboles de l'autorité de l'État et ces faits démontrent bien le rôle régalien que joue notre administration, rôle trop souvent minimisé dans les politiques d'emplois notamment. Solidaires Finances Publiques reconnaît la réactivité et l'implication de la Direction afin d'assurer la continuité du service public de proximité à Vernon et répondant ainsi positivement aux souhaits des agent-e-s quant à leur réinstallation provisoire. Solidaires Finances Publiques restera vigilant sur les différentes pistes de réflexion à mener quant à leur réinstallation définitive.

Solidaires Finances Publiques s'étonne du faible nombre de fiches de signalement alors que les remontées des services font état d'une détérioration croissante des relations avec les usager-e-s. Pour Solidaires Finances Publiques il est primordial de rappeler à l'ensemble des chef-fe-s de service la nécessité et l'intérêt de rédiger des fiches de signalement dès qu'un ou une agent-e est confronté-e à des incivilités. Pour Solidaires Finances Publiques, trop souvent les personnels de la DGFIP sont dissuadés de déposer un signalement, les évènements vécus (agressions, violences verbales, comportements inappropriés) sont minimisés.

Les représentant-e-s de Solidaires Finances Publiques au CSAL-FS de l'Eure